



Parlons

N°04 - Mai 2017

RSS-DDR

Bulletin d'information des activités de la Section RSS-DDR de la MINUSMA



Simulation d'enregistrement au processus DDR-Intégration

P.02

Renforcement des capacités de la CNDDR

P.03

Lancement du Conseil National pour la RSS

P.08

Appui à la politique nationale des frontières

P.10

DDR

Désarmement
Démobilisation
Réintégration

Axes prioritaires

Cantonnement
DDR-Intégration accélérés
Réduction de la violence communautaire

1. Simulation d'enregistrement au processus DDR-Intégration, Bamako et Gao

Sur instruction du Ministre de la défense et des anciens combattants, une requête officielle de la Commission Nationale de DDR (CNDDR) et de la Commission d'Intégration (CI), pour accélérer le processus de DDR et d'Intégration des éléments du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) de Gao, a été envoyée à la MINUSMA le 28 mars 2017. Elle comprenait l'exécution d'un exercice de simulation ; l'appui logistique et sécuritaire de la MINUSMA pour les volets DDR et Intégration des 750 éléments du MOC à Gao et Fafa.



C'est dans ce cadre que le Gouvernement du Mali, la MINUSMA ainsi que d'autres partenaires internationaux ont mené deux exercices de simulation en prélude au processus DDR -Intégration qui est une étape importante dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation, issu du processus d'Alger.

Ils ont eu lieu les 3 avril et 13 mai 2017 à Bamako et à Gao, respectivement. Les activités de simulation de Bamako se sont déroulées au Camp militaire du Génie en présence de Mme Mbaranga Gasarabwe, Représentante Spéciale adjointe de la MINUSMA et coordinatrice du système des Nations Unies au Mali, des présidents de la CNDDR, de la CI, du représentant du ministre de la Défense, des représentants des mouvements signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, dont le président de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), l'Honorable Alghabass Ag Intalla, Aménokal de Kidal et M. Mohamed Almoudou Ag Hamada de la Plateforme.

La MINUSMA a soutenu ces exercices et continuera de le faire pour l'ensemble du processus, à travers une équipe pluridisciplinaire composée de civils, militaires et policiers, dont la section RSS-DDR, la Force et la Police des Nations Unies (UNPOL), la Division des droits de l'homme et de la Protection (DDHP), l'Unité VIH/SIDA, ainsi que celles du Genre et de la Protection de l'enfant. Elle comprend

également des agences du système des Nations Unies, membres du Groupe de travail Inter-Agences du DDR, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour la migration (OIM), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Service de lutte anti-mines des Nations Unies (UNMAS).

Face à la presse nationale et internationale couvrant l'évènement à Bamako, la Représentante Spéciale adjointe de la MINUSMA a salué la synergie d'action entre la partie malienne et les groupes signataires de l'Accord pour la paix. « Le planning est fait, les ressources sont disponibles et la MINUSMA accompagne pleinement le processus. Nous nous réjouissons que toutes les parties soient présentes pour analyser ce qui va se passer sur le terrain, avec leur approbation suite à cet exercice », a-t-elle indiqué. Par ailleurs, Mme Gasarabwe a invité tous les acteurs à veiller à la stricte application des principes des droits de l'homme et du droit international humanitaire, en particulier envers les femmes et les enfants.



Quant à M. Zahabi Ould Sidi Mohamed, président de la CNDDR, il a remercié la MINUSMA pour son appui logistique et technique dans la mise en œuvre du DDR et la mise à disposition à l'Etat malien de toutes les ressources pour rendre effective la phase pilote sur le site de cantonnement à Fafa, très prochainement.

L'objectif de ces exercices était aussi de permettre aux participants de se familiariser avec le déroulement du processus de Cantonnement - DDR - Intégration, en prélude à la phase pilote initialement prévue dans la ville de Gao le 15 mai 2017 et dans le site de cantonnement de Fafa pour les 590 éléments du MOC à Gao.

Ils ont surtout permis à la CNDDR et la CI de mieux mesurer l'ampleur de la tâche et de corriger les insuffisances constatées avec l'appui de la MINUSMA et des autres partenaires avant le démarrage effectif du cantonnement-DDR et Intégration. ■



2. Renforcement des capacités des membres de la CNDDR

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali, la section RSS-DDR de la MINUSMA a co-organisé, du 6-13 mars 2017, un atelier de travail au profit de 70 membres de la CNDDR et de la CI dans la localité de Fana, située à 120 kilomètres au Nord-Est de Bamako. L'objectif était de discuter, orienter et renforcer les capacités de ces membres en vue de leur permettre de disposer des connaissances nécessaires pour mettre en œuvre un programme national DDR efficace.

L'atelier était une condition préalable à l'opérationnalisation des bureaux régionaux de la CNDDR. Parlant au nom de la MINUSMA, le Directeur de la section RSS-DDR, M. Samba Tall a remercié les organisateurs et les participants de l'atelier et leur a assuré de l'engagement continu de la MINUSMA à soutenir les objectifs de la CNDDR et à fournir une expertise financière, technique et un soutien logistique à ladite commission.

De son côté, le président de la CNDDR, M. Zahabi Ould Sidi Mohamed a exprimé sa profonde gratitude à la MINUSMA, à la Banque mondiale, au Gouvernement du Mali et à toute la Communauté Internationale pour leur soutien constant à la réussite de l'atelier. Il a appelé les parties prenantes au conflit malien à s'engager davantage pour la mise en œuvre rapide de l'Accord de paix, le processus de cantonnement-DDR en particulier, tout en rappelant qu'il n'y aura pas de cantonnement classique mais de «regroupement».

Au cours de l'atelier, plusieurs sujets importants ont été abordés, y compris la complexité du conflit et la voie à suivre, le rôle de l'approche CNDDR, DDR et Nations Unies, l'information sur le traitement des femmes et des enfants pendant le DDR, la mobilisation des ressources et la gestion des projets, et enfin sur la coordination entre la MINUSMA, l'Equipe Pays des Nations Unies et d'autres partenaires, comme le VIH / sida, les droits de l'homme sans oublier les enseignements tirés des programmes DDR de la Côte d'Ivoire et de la République Démocratique du Congo.

L'atelier a formulé 22 recommandations parmi lesquelles, la fourniture rapide de quotas de combattants de la CMA et de la Plateforme en vue de leur intégration, l'accélération de la certification des listes de combattants par le CSA et le renforcement de la sécurité autour des sites de cantonnement. ■



3. Réduction de la violence communautaire (RVC)

Reprise des activités sportives à Kidal

Depuis l'éclatement de la crise politico-sécuritaire survenue en 2012, au nord du Mali, toutes les activités sportives et récréatives à l'endroit de la jeunesse ont connu un arrêt total dans la région de Kidal. C'est pourquoi, à travers les activités sportives, la section RSS-DDR, la division des Affaires civiles et la Police de la MINUSMA (UNPOL)

ont saisi cette opportunité pour travailler avec les jeunes sur des thématiques comme la réduction des violences communautaires, la culture de la paix et la sécurité communautaire, afin d'asseoir un climat de paix et de cohésion sociale avec la jeunesse qui est la première victime de cette crise.



A cette occasion, M. Rhissa Ag Agalher, Président de la Commission Sport, a remercié la MINUSMA pour le financement et l'ONG CERCA pour la mise en œuvre de ce projet qui aura un grand impact sur la santé de la jeunesse, la cohésion sociale et le vivre ensemble dans la région de Kidal. Le chargé de l'ONG d'exécution, Idrissa Cissé, a aussi remercié la section

RSS-DDR pour ce projet fédérateur et a exprimé son engagement pour son exécution à travers les activités prévues qui sont entre autres : la réhabilitation du terrain principal et les latrines, les équipements sportifs (maillots de compétition, crampons, ballons, chaussettes et plusieurs autres accessoires pour les entraînements) pour quatre (4) équipes des quartiers de la ville de Kidal, ainsi que la prise en charge d'un entraîneur et deux adjoints pour une période de six (6) mois. Enfin 10 rencontres de discussions et débats avec les jeunes de Kidal seront organisées pour renforcer la cohésion sociale. ■



Le 8 mai 2017, les composantes de la Mission ont officiellement lancé les activités du Projet "Appui aux activités sportives pour la réduction des violences communautaires à l'endroit de la jeunesse," financé à hauteur de 22.499.600 FCFA par la section RSS-DDR de la MINUSMA, en présence des Chefs de Quartiers de la ville, du Président de la Commission Sport et Jeunesse de Kidal et des jeunes. Ce projet est mis en œuvre par l'ONG locale Cadre d'Etude de Recherche et de Concertation pour Agir (CERCA).



Trois projets promoteurs de la cohésion sociale à Fafa, Gao

Le 26 avril 2017, la section RSS-DDR a procédé à la remise officielle de trois projets de réduction de la violence communautaire « RVC » financés par la MINUSMA, dans le cadre du rétablissement de la paix, à Fafa (situé à 156 km à l'Est de la région de Gao et à 1.5 km à l'Ouest du site de cantonnement de la localité).



Le chef de Bureau, M. Mohamed El-Amine Souef, qui présidait la délégation à cette cérémonie, a saisi l'occasion pour rappeler l'objectif de ces projets qui contribueront à renforcer les moyens de résilience des ménages vulnérables par l'emploi des jeunes à risque, la sécurisation de l'école à travers la construction de la cour, la réalisation d'une adduction d'eau potable et la dotation de trois associations féminines en trois moulins multifonctionnels afin de leur permettre d'acquérir des revenus stables. 1.613 personnes ont bénéficié directement de ces projets dont 645 hommes et 968 femmes alors que les bénéficiaires indirects sont estimés à 13.516 dont 4.054 hommes et 9.462 femmes.



Tout en saluant le courage et l'esprit de compromis dont les partenaires d'exécution et leurs équipes ont fait preuve pendant tout le processus de réalisation des projets, le Chef du Bureau a aussi exhorté les mouvements armés et toutes les communautés à s'inscrire durablement sur la route de la paix.

Il a ajouté que, malgré les périodes de doute et de découragement, les communautés doivent donner le bon exemple à leurs enfants, aux populations pour construire ensemble le village de Fafa qui doit servir d'exemple pour le Mali.

Cette opportunité, qui a permis de sensibiliser environ 890 personnes, a été pour le représentant du Chef village de Fafa, l'honorable Youssoufa Hamadou Diallo, l'occasion d'exprimer sa profonde gratitude à la MINUSMA, à travers sa section SSR-DDR, pour la réalisation de ces projets qui contribueront à l'amélioration des conditions de vie des populations de Fafa, mais surtout à réduire massivement les violences communautaires. Selon lui, « l'école ne sera plus traversée, ni par des combattants en armes, ni par des animaux qui divaguent. Les femmes ne se battront plus devant les forages. » ■



Remise officielle du projet d'adduction d'eau à Ber, Tombouctou



Le 17 mars 2017, la section RSS-DDR de la MINUSMA a remis officiellement le projet d'installation du système d'adduction d'eau solaire à environ 4.000 bénéficiaires de la localité de Ber, située à environ 65 kilomètres à l'Est de Tombouctou. Ce projet vient renforcer la capacité d'approvisionnement en eau d'une des zones les plus touchées par la crise de l'eau dans la région de Tombouctou. En effet la population autochtone est passée de 8.000 à 4.000 en raison de la pénurie d'eau et de la présence d'hommes armés. Le réservoir d'eau aérien installé fournira de l'eau aux campements environnants de Ber et facilitera aux résidents l'accès à l'eau potable pour eux-mêmes et leurs animaux.

La cérémonie de remise du projet à laquelle a assisté le Directeur Régional de l'OIM, basé à Dakar, a réuni près d'une centaine de membres de la communauté de Ber, y compris les femmes, les hommes, les enfants et le maire, qui ont tous exprimé leur gratitude à la MINUSMA qui a désormais épargné à la population la corvée d'eau quotidienne de 7 kilomètres vers la rive du fleuve Niger. A noter que ce projet de Réduction de la Violence Communautaire (RVC) dont le montant s'élève à 99.999 dollars US a été mis en œuvre par le partenaire d'exécution, l'Organisation Internationale pour la Migration (OIM).

S'exprimant, à cette occasion, le Chef DDR par intérim, M. Sam Howard, a encouragé les bénéficiaires à utiliser judicieusement les installations afin de répondre aux besoins de la population et de leurs animaux, notant que le projet contribuera également à réduire la violence entre les membres de la communauté, les éleveurs de bétail et certains groupes armés dans la région. ■

Autonomisation des femmes à Diré, Tombouctou

La section RSS-DDR de la MINUSMA a procédé, le 26 avril 2017, à la remise officielle du projet RVC concernant le jardin maraîcher des femmes de l'association Woyo Goroben dont le montant s'élève à 40.698.237 FCFA, avec comme partenaire d'exécution, l'ONG CAID, installée dans la région.

La Présidente des bénéficiaires, Mme Traoré Oumou Touré, a exprimé sa profonde reconnaissance à la MINUSMA pour avoir soutenu l'aménagement d'un périmètre maraîcher de quatre hectares ainsi que l'installation d'un système solaire pour l'adduction d'eau qui contribuera à l'amélioration des conditions de vie de la population, y compris les activités génératrices de revenus des femmes et des jeunes à risque. Le jardin potager de quatre hectares et l'énergie solaire mis en place sont des réponses concrètes aux besoins en eau de la communauté et de leurs animaux.

De son côté, le Préfet de Diré, M. Dramane Diakité a indiqué que le projet est d'autant plus important, car il

stimulera non seulement le rétablissement socio-économique des femmes et des jeunes mais contribuera également à la réduction des tensions liées à la pénurie d'eau et au chômage des femmes et des jeunes. ■



Remise officielle des projets RVC à Douentza, Mopti

La localité de Douentza a accueilli, dans la journée du 26 février 2017, une délégation de la MINUSMA conduite par Mme Fatou Dieng Thiam, Cheffe du Bureau de la MINUSMA à Mopti, pour la cérémonie officielle de remise de salles de classe et de l'abattoir financés par la section RSS-DDR. Ces projets viennent appuyer la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, qui prévoit le cantonnement des groupes armés, et pour lequel Douentza a été choisi pour abriter un site depuis le 3 décembre.

Ces deux projets exécutés par des ONG locales, pour la somme de 65.179.661 FCFA ont réjoui les autorités locales et traditionnelles qui n'ont pas manqué de réaffirmer leur ferme volonté à aller de l'avant pour le retour définitif et durable de la paix dans leur région.

Mme Fatou Dieng Thiam, accompagnée du préfet de Douentza, du Maire de la commune et d'autres officiels ont coupé le ruban de l'école EPP1 en présence des élèves et du corps enseignant qui étaient impatients de prendre possession des locaux. L'abattoir a également été remis par la MINUSMA en présence des acteurs du secteur représentés par la direction des

services vétérinaires, de l'hygiène publique et des représentants des bouchers qui ont exprimé leur gratitude à l'endroit de la MINUSMA pour ces efforts en faveur des populations vulnérables, partout au Mali. ■



RSS

**Réforme du
Secteur de la
Sécurité**

Axes prioritaires

**Défense & Sécurité Intérieure
Veille démocratique
Sécurisation des frontières**

1. Défense et Sécurité Intérieure

Lancement du Conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité (CNRSS)

En collaboration avec le Commissariat à la RSS, la Section RSS- DDR de la MINUSMA a organisé, le jeudi 11 mai 2017, dans la salle de conférence du CRES de Bamako, la cérémonie de lancement du Conseil national pour la RSS, sous la présidence du Ministère de la Défense et des Anciens combattants.



A cette occasion, Mme Mbaranga Gasarawbe, Représentante Spéciale adjointe a rappelé le soutien de la MINUSMA au processus national de RSS, ayant débuté par la participation, en 2013, aux travaux du Groupe multidisciplinaire de réflexion sur la réforme du secteur de la sécurité au Mali, pour aboutir à la définition d'une vision nationale sur la RSS, avec la prise du décret créant le CNRSS et le mécanisme de financement du processus de réforme du secteur vital de la sécurité.

Au nom de l'Union Européenne, l'ambassadeur, M. Alain Holleville, a, au nom des partenaires techniques et financiers internationaux (PTF), souligné l'importance du lancement des activités du CNRSS, qui sera un signal fort pour reconstruire les forces de sécurité et de défense à redéployer ainsi que les services de l'administration civile dans le Nord du Mali.

Se réjouissant de l'appui de la communauté internationale, M. Ibrahima Diallo, Commissaire à la RSS, a présenté les défis qui se posent à son organisation, à savoir l'élaboration de la stratégie nationale de sécurité et de défense, le soutien à la mise en œuvre intégrale des processus d'intégration, le financement et la coordination de la réforme avec la participation de partenaires internationaux, des organisations de la société civile et des acteurs locaux.

Au nom du Gouvernement, M. Tiena Coulibaly, ministre de la Défense et des Anciens combattants, tout en rappelant la menace croissante du djihadisme et son caractère transnational, s'est réjoui du soutien constant de la MINUSMA au processus national de RSS et a appelé les participants à l'applaudir. Il a également noté l'engagement total du Président de la République du Mali à créer de nouvelles institutions de sécurité, de défense, de justice et nationales avec le soutien de partenaires internationaux et appelés à s'associer à tous les efforts pour une sortie de crise définitive et durable au Mali. ■



2. Veille démocratique du secteur de la sécurité

« RSS-DDR : Pas à pas avec la jeunesse Malienne »

Dans le cadre de l'appropriation nationale de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, la MINUSMA, à travers sa section RSS-DDR a engagé particulièrement la jeunesse au centre de la mise en œuvre de ses activités de sensibilisation sur le terrain. Cette frange de la population représentant sa majorité au Mali constitue évidemment son maillon sensible car elle a tendance à être instrumentalisée et demeure, à cet effet la principale victime et souvent aussi actrice des exactions au sein de la société par les groupes armés/terroristes.



C'est dans ce contexte que la Section RSS-DDR a initié avec les jeunes, particulièrement les membres de la Plateforme pour l'engagement des jeunes dans la RSS et le DDR (PEJ/RSS-DDR), des séances de formation et de renforcement de capacités pour solliciter leur engagement efficient pour la réussite du processus national de RSS-DDR, pilier important de la stabilisation

au Mali. De mai 2016 à Mai 2017, la Section, en partenariat avec l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye (EMPABB) et en collaboration avec les composantes de la MINUSMA (Unités Genre, Protection de l'Enfant, Protection de la Femme) et le National Democratic Institute (NDI), a formé plus de 100 jeunes sur les techniques de sensibilisation sur la RSS et le DDR. Il est prévu de former 50 jeunes de plus au courant du mois de juin afin d'atteindre l'objectif des 150 jeunes 'ambassadeurs' de la RSS-DDR au sein de leurs communautés respectives et qui se chargeront de la vulgarisation du processus national au niveau national avec l'appui de la MINUSMA et autres organisations, si possible.

En parallèle, la Section a initié en partenariat avec le Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ) une campagne d'information des jeunes sur le processus national de RSS-DDR au Centre Djoliba de Bamako le 15 décembre 2016. Elle a été suivie par les éditions de Mopti le 26 avril, Tombouctou le 10 mai et Gao le 17 mai, en collaboration avec l'Unité Médiation, la Division des affaires civiles et les Informations Publiques de la MINUSMA. A noter que la Section RSS-DDR a initié cette vaste campagne de sensibilisation de proximité pour expliquer le bien-fondé du processus en vue de créer, sur le terrain, une plateforme d'échange et un cadre d'interaction entre les associations de jeunes, les autorités locales et les représentants des forces de défense et de sécurité Maliennes. ■

Appui au renforcement de capacités des membres de la CDNSPC

La Section RSS-DDR continue d'appuyer les membres de la Commission de la Défense Nationale, de la Sécurité et de la Protection Civile (CDNSPC) de l'Assemblée Nationale dans le contrôle démocratique du secteur de la sécurité. C'est dans ce sens que la mission a apporté un appui technique et logistique à la CDNSPC dans la conduite d'une mission d'évaluation du secteur de la sécurité à Kidal (Tessalit) et Mopti (Hombori et Douentza) du 14 au 15 mars 2017. Aussi, à la demande des Assistants parlementaires, la Section fournit un appui technique et financier aux membres des Commissions de l'Assemblée Nationale dans des formations sur des thématiques spécifiques. C'est en ce sens que la Section, en collaboration avec le National

Democratic Institute (NDI), a organisé un séminaire sur la légistique (élaboration de textes législatifs) du 23 au 24 mai 2017. ■



3. Sécurisation des frontières

Sécurité des populations et lutte contre le braconnage dans le Gourma

Depuis la crise sécuritaire et politique au Mali en 2012, la fin de la saison sèche impliquait toujours une hausse des braconnages des éléphants au Gourma, la zone semi-désertique entre le fleuve Niger et la frontière avec la Burkina Faso. Mais depuis qu'une unité mixte des forces armées maliennes (FAMA) et de gardes forestiers patrouille la zone, avec l'appui de la section RSS-DDR de la MINUSMA, aucun cas de braconnage a été rapporté depuis février 2017.



De plus, pendant ces patrouilles de longue portée, l'unité mixte a dispensé des soins médicaux aux

communautés locales dans des villages reculés. Traditionnellement, ces communautés d'agriculteurs et d'éleveurs ont toujours vécu en symbiose avec « leurs » éléphants; un patrimoine mondial unique.

Pour pérenniser le premier succès de ce projet, financé par le fonds fiduciaire de la MINUSMA, les FAMA et le Ministère de l'Environnement, ensemble avec l'ONG «Wild Foundation», ont décidé de formaliser et d'intensifier leur coopération à travers la signature d'un protocole d'accord en avril 2017. Il est prévu de tripler les patrouilles dans le Gourma et d'ajouter un avion léger à l'unité au cours de l'année budgétaire 2017-2018 pour augmenter la capacité de surveillance.

Enfin, il semblerait que le projet ne soit pas seulement bien vu par les communautés locales, mais aussi par les casques bleus de la MINUSMA. En effet, les contingents néerlandais, allemands et suisses à Gao ont même sponsorisé une activité sportive au sein de la MINUSMA pour mobiliser des fonds pour la protection des éléphants et leur environnement. A cet effet, un montant de 2.400 euros a été donné à l'ONG «Wild Foundation», basée à Douentza (Région de Mopti). ■

Appui à la Politique Nationale des Frontières

Le 18 et 19 mai 2017, une réunion de la Commission Nationale des Frontières à Bamako s'est penchée sur le plan d'action 2017-2021 de la nouvelle Politique Nationale des Frontières. Tous sauf un des gouverneurs des régions étaient présents, ainsi que des représentants de tous les ministères clés.

Cette réunion, comme le processus de relecture de la Politique Nationale des Frontières en 2016, a été appuyé par la Section RSS-DDR, l'EUCAP-Sahel-Mali et l'Organisation Internationale de Migration (OIM).

L'objectif final du plan d'action est d'augmenter la sécurité et de promouvoir le développement dans les régions frontalières, souvent fragilisées, ensemble avec les populations locales et les pays voisins. ■



3. Lutte contre la violence extrémiste

Lancement de la campagne nationale de valorisation des acteurs locaux dans la lutte contre l'extrémisme violent

Dans le cadre de l'appui aux autorités nationales et acteurs locaux dans la lutte contre le terrorisme, la radicalisation et l'extrémisme violent, la section RSS-DDR a financé un projet à impact rapide à hauteur de 23.472.000 FCFA pour une campagne nationale de valorisation des acteurs locaux dans la lutte contre l'extrémisme violent. Cette campagne nationale est une initiative de Think Peace et CVE Network Mali dont l'objectif global est d'engager 1.000 jeunes hommes et femmes dans une stratégie de collaboration de tous les acteurs locaux dans les régions afin de lutter efficacement contre l'expansion du terrorisme, du radicalisme et de l'extrémisme violent.

Le lancement officiel de la campagne s'est tenu à Bamako les 17 et 18 mars 2017, sous le format d'un atelier de cadrage qui visait à rassembler les points focaux de toutes les régions du Mali pour préparer les travaux sur les différentes étapes de la mise en œuvre du projet et évaluer les potentiels défis et opportunités.

Le Directeur de la section RSS-DDR, le coordonnateur national de Think Peace et le conseiller technique du ministère de la Sécurité et de la Protection civile ont

présidé la cérémonie d'ouverture et ont transmis le message commun de l'importance de ce projet en soulignant le rôle central des jeunes dans la lutte contre les fléaux du terrorisme et de l'extrémisme violent. Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile a réitéré le même message lors de sa visite surprise le 18 mars 2017. Il a répété le soutien total de son ministère dans la mise en œuvre de cette initiative de jeunesse. ■



**Mission Multidimensionnelle
Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali**

Immeuble MAGANE, Rue 39 (Rue du PNUD)
Badalabougou Est, Lot N. 2704, Bamako, MALI
Post Office Box B.P.E. 2616,
Bamako, Mali

Site : <http://minusma.unmissions.org>

